

Unité départementale de Seine-Saint-Denis  
7 esplanade Jean Moulin  
BP 189  
93003 Bobigny

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CERTAS ENERGY FRANCE**

9 Avenue Edouard BELIN  
92500 Rueil-Malmaison

Références : /  
Code AIOT : 0007403973

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2025 de la station service ESSO EXPRESS GALLIENI implantée 205 AVENUE GALLIENI 93140 Bondy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Action départementale station-service

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Station service ESSO EXPRESS GALLIENI - CERTAS ENERGY FRANCE
- 205 AV GALLIENI 93140 Bondy
- Code AIOT : 0007403973
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Fermée au début des années 2000, la station service ESSO EXPRESS Galliéni a réouvert en libre service sans surveillance en 2003, en déclarant une modification des installations considérée comme une nouvelle déclaration.

Elle comprend :

- une surface à l'air libre ;
  - une boutique à simple RDC de type M et N de 5ème catégorie, réouverte sous l'enseigne "Efendy Doner" ;
  - une zone de lavage "Jimmy's lavage" et d'aspirateur à voiture ;
  - un local technique et informatique utilisé par le personnel ;
- ESSO a vendu son réseau à CERTAS ENERGY le 24/06/2015.

Les installations comprennent actuellement :

- à l'entrée de la station service deux nouvelles bornes de charge d'électricité « elec by OJOIO » de 240 kW avec deux pistolets ;
- un stockage de liquides inflammables désormais non classé sous la R. 4734 ;
- trois points doubles de distribution tous carburants, classés sous la R. 1435-2. à déclaration.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2 - Annexe I	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 1.8 - Annexe I	Sans objet
4	Aire de dépotage ou de distribution	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.10 - Annexe I	Recommandation d'action corrective
3	Les flexibles	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I - 4.9.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Site globalement bien tenu, équipé depuis la dernière inspection de juin 2024 de bornes de charge d'électricité pour véhicules.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Contrôle périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 1.8 - Annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, R. 1435 - Station service
<b>Prescription contrôlée :</b> Existence d'un rapport de contrôle périodique effectué par un organisme agréé.
<b>Constats :</b> Le contrôle périodique de la rubrique 1435 effectué par TSG le 24 décembre 2024 fait état de non-conformités majeures mais elles ont été levées par le contrôle complémentaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2 - Annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, R. 1435 - Station service
<b>Prescription contrôlée :</b> D'une façon générale, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit :- de deux appareils d'incendie (bouches ou poteaux d'incendie) d'un diamètre nominal DN 100 situés à moins de 100 mètres de la station-service (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins de secours). Ces appareils sont alimentés par un réseau public ou privé qui est en mesure de fournir un débit minimum de 60 mètres cubes par heure pendant au moins deux heures ; la pression dynamique minimale des appareils d'incendie est de 1 bar sans dépasser 8 bars ; - d'un système d'alarme incendie (ou tout moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours dans le cas des installations sans surveillance) ; - sur chaque îlot de distribution, d'un système manuel commandant en cas d'incident une alarme optique ou sonore ; - d'un dispositif permettant de rappeler à tout instant aux tiers les consignes de sécurité et les conduites à tenir en cas de danger ou d'incident, au besoin par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs hauts-parleurs ; - pour chaque îlot de distribution, d'un extincteur homologué 233 B. Pour l'aviation, l'extincteur est conforme aux dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1980 susvisé ; - pour l'aire de distribution des stations-service et à proximité des bouches d'emplissage de réservoirs des stations délivrant des liquides inflammables, d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, des moyens nécessaires à sa mise en œuvre ; la réserve de produit absorbant est protégée par couvercle ou par tout dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ; - pour chaque local technique, d'un extincteur homologué 233 B ; - pour le stockage des marchandises et le sous-sol, d'un extincteur homologué 21 A-144 B 1 ou un extincteur homologué 21 A-233 B et C ; - pour le tableau électrique, d'un extincteur à gaz carbonique (2 kilogrammes) ; - sur l'installation, d'au moins une couverture spéciale antifeu. A l'exception des stations-service en plein air, l'installation est dotée :- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local. Les dispositifs cités ci-dessus sont en nombre suffisant et correctement répartis et, dans tous les cas, les agents d'extinction sont compatibles avec les carburants éthanolés. Pour les installations de distribution, les moyens de lutte contre l'incendie prescrits dans les

<p>paragraphe précédents pourront être remplacés par des dispositifs automatiques d'extinction présentant une efficacité au moins équivalente.</p> <p>Ce type de dispositifs est obligatoire pour les installations fonctionnant en libre-service sans surveillance et pour les installations implantées sous immeuble habité ou occupé par des tiers. Cette disposition est obligatoire à compter du 30 juin 2010 pour les installations existantes. Une commande de mise en oeuvre manuelle d'accès facile double le dispositif de déclenchement automatique de défense fixe contre l'incendie. Cette commande est installée en dehors de l'aire de distribution en un endroit accessible au préposé éventuel à l'exploitation ainsi qu'à tout autre personne.</p> <p>Conformément aux référentiels en vigueur et au moins une fois par an, tous les dispositifs sont entretenus par un technicien compétent et leur bon fonctionnement vérifié. Les rapports d'entretien et de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.</p> <p>L'installation permet l'évacuation rapide des véhicules en cas d'incendie.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les moyens de secours sont en place et vérifiés par DESAUTEL en 09/2024.</p> <p>Existence d'une couverture anti-feu et de caisses de sable <u>sans pelle</u>.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Demander à l'exploitant d'équiper les caisses de sable d'une pelle.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

### N° 3 : Les flexibles

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I - 4.9.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, R. 1435 - Station service</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les flexibles de distribution sont conformes à la norme NF EN 1360 de novembre 2005 (pour l'aviation, les flexibles sont conformes aux dispositions prévues dans la norme spécifique en vigueur). Les flexibles sont entretenus en bon état de fonctionnement et remplacés au plus tard six ans après leur date de fabrication. Dans le cas des installations exploitées en libre-service, les flexibles autres que ceux présentant une grande longueur et destinés au transvasement de gazole et de carburants aviation sont équipés de dispositifs de manière à ce qu'ils ne traînent pas sur l'aire de distribution.</p> <p>Les rapports d'entretien et de vérification seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques. Un dispositif approprié empêche que le flexible ne subisse une usure due à un contact répété avec le sol. Le flexible est changé après toute dégradation.</p> <p>Pour les hydrocarbures liquides, dans l'attente d'avancées techniques, seuls les appareils de distribution mis en place postérieurement au 3 août 2003 et d'un débit inférieur à 4,8 mètres cubes par heure sont équipés d'un dispositif anti-arrachement du flexible de type raccord-cassant.</p>
<p><b>Constats :</b> Les flexibles de distribution sont en bon état.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Aire de dépotage ou de distribution**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.10 - Annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, R. 1435 - Station service
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans le cas où les aires définies en préambule de l'annexe I sont confondues, la surface de la plus grande aire est retenue. Les aires de dépotage et de distribution de liquides inflammables sont étanches aux produits susceptibles d'y être répandus et conçues de manière à permettre le drainage de ceux-ci. Dans le cas du ravitaillement bateau, l'étanchéité de l'aire de distribution se limite à la zone terrestre. Toute installation de distribution de liquides inflammables est pourvue en produits fixants ou en produits absorbants appropriés permettant de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus. Ces produits sont stockés en des endroits visibles, facilement accessibles et proches des postes de distribution avec les moyens nécessaires à leur mise en œuvre (pelle,...). Les liquides ainsi collectés sont traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique. Ce décanteur-séparateur est conçu et dimensionné de façon à évacuer un débit minimal de 45 litres par heure, par mètre carré de l'aire considérée, sans entraînement de liquides inflammables. Le séparateur-décanteur est conforme à la norme en vigueur au moment de son installation. Le décanteur-séparateur est nettoyé par une entité habilitée aussi souvent que cela est nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. L'entité habilitée fournit la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés. Les fiches de suivi de nettoyage du séparateur-décanteur d'hydrocarbures ainsi que l'attestation de conformité à la norme en vigueur sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.
<b>Constats :</b> Le sol goudronné de la cour à proximité de l'aire de distribution (entre Jimmy's lavage et Efendy Doner) est dégradé (fondu) depuis l'incendie du 09/04/2015. Il y a désormais un net risque de chute et d'infiltration sur une surface d'environ 1 m <sup>2</sup> , ce qui n'apparaissait pas à ce point en 2024.
<b>Recommandation à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est fortement recommandé à l'exploitant de rendre étanche aux produits susceptibles d'y être répandus le sol de la cour à proximité de l'aire de distribution de liquides inflammables (entre Jimmy's lavage et Efendy Doner) qui est dégradé depuis l'incendie du 09/04/2015, et pour éviter un risque probable de chute pour le public.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> Recommandation d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> /